

~~LN. VIII. 2. (9)~~
LN. VIII. 2. (9)

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONFÉRENCE POUR L'UNIFICATION
DU BALISAGE ET DE L'ÉCLAIRAGE
DES CÔTES

(Lisbonne, 6 — 23 octobre 1930.)

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE FOR THE UNIFICATION
OF BUOYAGE AND THE LIGHTING
OF COASTS

(Lisbon, October 6th — 23rd, 1930.)

GENEVA, 1930.

Publications de la Section des Communications et du Transit.

Comité technique pour le balisage et l'éclairage des côtes.

	Francs
COMITÉ PERMANENT DES PORTS ET DE LA NAVIGATION MARITIME: <i>Comité technique pour le balisage et l'éclairage des côtes</i> . Rapport général sur les dispositions arrêtées, avec trois annexes constituant divers règlements adoptés. (Sér. P. S.d.N. 1926.VIII.10).	2.—
COMMISSION CONSULTATIVE ET TECHNIQUE DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT. — Comité permanent des ports et de la navigation maritime. — <i>Comité technique pour le balisage et l'éclairage des côtes</i> . — Procès-verbal de la troisième session, tenue à Stockholm du 3 au 13 août 1926 (avec annexes). (Sér. P. S.d.N. 1926.VIII.12)	1.—
RAPPORT DU COMITÉ TECHNIQUE POUR LE BALISAGE ET L'ÉCLAIRAGE DES CÔTES ET DOCUMENTS CONNEXES.	
1. Rapport du Comité technique;	
2. Réponses au questionnaire adressé aux organisations des officiers de la marine marchande et des gens de mer;	
3. Aperçu des buts poursuivis par le Comité et de la méthode suivie. (Sér. P. S.d.N. 1927.VIII.3)	2.—
RAPPORT GÉNÉRAL ET PROPOSITIONS du Comité technique pour le balisage et l'éclairage des côtes. (Sér. P. S.d.N. 1929.VIII.1)	2.50
Conférence européenne sur le jaugeage des bateaux de navigation intérieure.	
PROCÈS-VERBAUX des séances plénières de la Conférence européenne sur le jaugeage des bateaux de navigation intérieure, tenue à Paris du 20 au 27 novembre 1925, et des séances de la Commission technique. (Sér. P. S.d.N. 1926.VIII.1)	3.50
CERTIFICAT DE JAUGEAGE pour bateaux de navigation intérieure. (Sér. P. S.d.N. 1926.VIII.3)	0.25
RAPPORT DU COMITÉ chargé de l'élaboration d'un certificat uniforme de jaugeage pour les bateaux de navigation intérieure. (Sér. P. S.d.N. 1926.VIII.9)	0.10
CONFÉRENCE EUROPÉENNE SUR LE JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE, Paris, du 20 au 27 novembre 1925. Instruments officiels approuvés par la Conférence: Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure. Protocole de signature. (Textes anglais et français). (Sér. P. S.d.N. 1926.VIII.11)	1.50

Tous les prix s'entendent en argent suisse.

Catalogue complet envoyé sur demande.

SERVICE DES PUBLICATIONS
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE

Genève, le 8 novembre 1930.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONFÉRENCE POUR L'UNIFICATION DU BALISAGE ET DE L'ÉCLAIRAGE DES CÔTES

(Lisbonne, 6 — 23 octobre 1930.)

1. ACCORD RELATIF AUX SIGNAUX MARITIMES.
2. ACCORD SUR LES BATEAUX-FEU GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL.
3. RECOMMANDATIONS SUR LES CARACTÈRES DES PHARES ET SUR LES RADIOPHARES.
4. ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE.

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE FOR THE UNIFICATION OF BUOYAGE AND THE LIGHTING OF COASTS

(Lisbon, October 6th — 23rd, 1930.)

1. AGREEMENT CONCERNING MARITIME SIGNALS.
2. AGREEMENT CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS.
3. RECOMMENDATIONS ON LIGHTHOUSE CHARACTERISTICS AND RADIO-BEACONS.
4. FINAL ACT OF THE CONFERENCE.

<p>Série de Publications de la Société des Nations VIII. COMMUNICATIONS ET TRANSIT 1930. VIII. 13.</p>
--

ACCORD RELATIF AUX SIGNAUX MARITIMES

Les gouvernements contractants, représentés par les soussignés, ayant décidé d'unifier certaines catégories de signaux maritimes, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans tous les cas où, par les soins des autorités compétentes sur les territoires des gouvernements contractants, seraient donnés aux navigateurs, au moyen de signaux s'adressant à la vue, les informations ou avertissements faisant l'objet du Règlement ci-annexé, chacun de ces gouvernements s'engage à ce que ne soient prises à cet effet, par lesdites autorités, que des mesures conformes aux dispositions dudit Règlement. Les mesures d'exécution nécessaires à cette fin devront être prises dans un délai de deux ans à compter de la mise en vigueur du présent Accord.

Article 2.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du Règlement ci-annexé que dans les cas où, par suite des conditions locales ou de circonstances exceptionnelles, ces dispositions ne pourraient raisonnablement être mises en application et, notamment, dans les cas où cette application risquerait de mettre en danger la navigation ou entraînerait des dépenses hors de proportion avec le trafic intéressé. Ces dérogations devront, d'ailleurs, être aussi limitées que le permettront les exigences de la situation auxquelles elles seraient destinées à faire face. Les navigateurs devront être dûment informés de ces dérogations. Toutes mesures devraient, autant que possible, être prises pour éviter dans ces cas toute confusion avec les autres signaux prévus au Règlement.

Article 3.

Le présent Accord ne doit pas être entendu comme modifiant en quoi que ce soit la situation de droit existant dans les divers pays en ce qui concerne les relations entre les usagers et les autorités chargées de la signalisation.

Article 4.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; il pourra, jusqu'au 30 avril 1931 inclus, être signé au nom de tout gouvernement ayant été représenté à la Conférence qui a élaboré le présent Accord ou ayant été invité à s'y faire représenter.

Article 5.

L'acceptation du présent Accord de la part d'un gouvernement peut s'effectuer, par simple signature dans le cas où celle-ci est donnée sans réserve de ratification, par ratification ou par adhésion.

Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

La date de l'entrée en vigueur de l'Accord sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra l'acceptation de l'Accord par cinq gouvernements.

Article 6.

A partir du 1^{er} mai 1931, il pourra être adhéré au présent Accord au nom de tout gouvernement visé à l'article 4.

AGREEMENT CONCERNING MARITIME SIGNALS.

The Contracting Governments, represented by the undersigned, having decided to unify certain descriptions of maritime signals, have agreed on the following provisions:

Article 1.

In all cases in which the competent authorities in the territories of the Contracting Governments communicate to navigators by means of visual signals the information or warnings dealt with in the annexed Regulations, each of these Governments undertakes that only measures in conformity with the provisions of the said Regulations will be taken by such authorities for the particular purposes in question. The necessary measures to that effect shall be taken within two years of the entry into force of the present Agreement.

Article 2.

The provisions of the annexed Regulations may be departed from only in cases where, owing to local conditions or exceptional circumstances, they cannot reasonably be carried into effect and particularly where their adoption might endanger navigation or where the expenditure involved be out of proportion to the traffic concerned. Such departures from the Regulations should, moreover, be as limited as the exigencies of the situation allow. Proper notice of them should be given to mariners. All possible steps should be taken in such cases to avoid confusion with the other signals provided for in the Regulations.

Article 3.

The present Agreement should not be considered as in any way modifying the legal situation in the different countries as regards the relations between the public and the authorities who exhibit the signals in question.

Article 4.

The present Agreement, of which the English and French texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until and including April 30th, 1931, it shall be open for signature on behalf of any Government represented at or invited to the Conference which elaborated the present Agreement.

Article 5.

Governments may accept the present Agreement by signature only, when the latter is not made subject to ratification, by ratification or by accession.

The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

The Agreement shall enter into force on the ninetieth day following its acceptance by five Governments.

Article 6.

As from May 1st, 1931, the present Agreement shall be open to accession on behalf of any Government referred to in Article 4.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

Article 7.

Chaque signature, ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de l'Accord, conformément à l'article 5, produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la signature ou de la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, des instruments de ratification ou de la notification d'adhésion.

Article 8.

Le présent Accord pourra être dénoncé, au nom de tout gouvernement contractant, après l'expiration d'un délai de sept ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ce gouvernement, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les gouvernements visés à l'article 4. La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne sera opérante qu'au regard du gouvernement pour lequel elle aura été effectuée.

A l'expiration de chaque période de sept ans après la mise en vigueur du présent Accord, sa révision pourra être demandée par un des gouvernements contractants. A toute autre époque, la révision du présent Accord pourra être demandée par un quart des gouvernements contractants.

Article 9.

Tout gouvernement contractant peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent Accord, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat; dans ce cas, le présent Accord ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Tout gouvernement contractant pourra, à tout moment, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent Accord applicable à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Tout gouvernement contractant peut, soit à l'expiration d'un délai de sept ans après la notification prévue au précédent paragraphe, soit lors de la dénonciation prévue à l'article 8, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent Accord à toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat; dans ce cas, l'Accord cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration une année après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations. A défaut de telle déclaration, la dénonciation prévue à l'article 8 ne comportera aucun effet à l'égard des territoires mentionnés au présent article.

Article 10.

Chacun des gouvernements contractants peut subordonner son acceptation du présent Accord à la participation à celui-ci d'un ou de plusieurs des gouvernements visés à l'article 4.

Article 11.

Chacun des gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que l'engagement mentionné à l'article premier doit être entendu comme n'ayant d'effet pour lui qu'en ce qui concerne les dispositions de tel ou tel chapitre nommément désigné du règlement ci-annexé. Il ne pourra, dans ce cas, se prévaloir de l'engagement souscrit par les autres gouvernements contractants qu'en ce qui concerne le ou les chapitres dont il a lui-même contracté les obligations.

Article 12.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

Article 7.

After the coming into force of the Agreement in accordance with Article 5, each subsequent signature, ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of signature, or of the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the instruments of ratification or of the notification of accession.

Article 8.

The present Agreement may be denounced on behalf of any Contracting Government after a period of seven years from the date when it came into force in respect of that Government. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Governments referred to in Article 4. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the Government on whose behalf it was notified.

On the expiration of each period of seven years after the coming into force of the present Agreement its revision may be demanded by any Contracting Government. At all other times revision of the present Agreement may be demanded by one-fourth of the Contracting Governments.

Article 9.

Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Agreement, it does not assume any obligations in respect of all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate; and the present Agreement shall not apply to any territories named in such declaration.

Any Contracting Government may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that it desires that the Agreement shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Agreement shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Government may declare, either after a period of seven years from the date of the notification provided for in the preceding paragraph or at the time of the denunciation provided for in Article 8, that it desires that the present Agreement shall cease to apply to all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate, and the Agreement shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations. In default of such a declaration, the denunciation of the Convention under Article 8 will not affect the application of the Convention to any territories referred to in the present Article.

Article 10.

Each Contracting Government may make the acceptance of the present Agreement conditional on its acceptance by one or several of the Governments mentioned in Article 4.

Article 11.

Each of the Contracting Governments may declare, when signing, ratifying or acceding, that it only regards itself as bound by the undertaking mentioned in Article 1 in respect of the provisions of any specific chapter or chapters of the annexed Regulations. In that case, it may only invoke the undertakings entered into by the other Contracting Governments in respect of the chapter or chapters, the obligations of which it has itself accepted.

Article 12.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its coming into force.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au présent Accord.

IN FAITH WHEREOF, the undersigned have affixed their signatures to the present Agreement.

FAIT à Lisbonne, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les gouvernements visés à l'article 4.

DONE at Lisbon, the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Governments referred to in Article 4.

ALLEMAGNE

Gustav MEYER

Sous réserve de ratification ¹

GERMANY

BELGIQUE

F. URBAIN

Sous réserve de ratification ¹

BELGIUM

CUBA

Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO

Sous réserve de ratification ¹

CUBA

ESPAGNE

José HERBELLA
Rafaël ESTRADA

Sous réserve de ratification ¹

SPAIN

ESTONIE

T. GUTMAN

Sous réserve de ratification ¹

ESTONIA

FINLANDE

Sakari TAINIO.

Sous réserve de ratification ¹

FINLAND

FRANCE

P. H. WATIER

Sous réserve de ratification ¹

FRANCE

MAROC

A. DE ROUVILLE

Sous réserve de ratification ¹

MOROCCO

Translation by the Secretariat of the League of Nations:

¹Subject to ratification.

TUNISIE

TUNIS

A. DE ROUVILLE
Sous réserve de ratification ¹

GRÈCE

GREECE

D. RASI-KOTSICAS
Sous réserve de ratification ¹

MONACO

MONACO

Comte C. J. H. DE BOBONE.
Sous réserve de ratification ¹

PAYS-BAS

THE NETHERLANDS

P. VAN BRAAM VAN VLOTEN.
Sous réserve de ratification ¹

La présente signature n'inclut pas les Indes orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao ²

LANGELER.

Reserving ratification ¹

and understanding that this signature does not assume any obligations of the Netherlands Government in respect of the Netherlands Colonial Territories in the East and West Indies. ³

PORTUGAL

PORTUGAL

Ernesto DE VASCONCELLOS
Manoel NORTON

SUÈDE

SWEDEN

Erik HÄGG
Sous réserve de ratification ¹

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général:

For the Secretary-General:

*Conseiller juridique
du Secrétariat.*

*Legal Adviser
of the Secretariat.*

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations. — Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to ratification. — Sous réserve de ratification.

² The present signature does not include the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao.

³ Etant entendu que cette signature n'entraîne aucune obligation pour le Gouvernement des Pays-Bas en ce qui concerne les Territoires coloniaux néerlandais dans les Indes orientales et occidentales.

RÈGLEMENT RELATIF A CERTAINES CATÉGORIES DE SIGNAUX MARITIMES

CHAPITRE PREMIER. — AVERTISSEMENT DE TEMPÊTES SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LA LOCALITÉ.

A. *Direction du vent.*

On signale :

1. Un coup de vent débutant dans le quadrant N.W. :
De jour, par un cône pointe en haut ;
De nuit, par deux feux rouges superposés.
2. Un coup de vent débutant dans le quadrant S.W. :
De jour, par un cône pointe en bas ;
De nuit, par deux feux blancs superposés.
3. Un coup de vent débutant dans le quadrant N.E. :
De jour, par deux cônes pointe en haut superposés ;
De nuit, par un feu rouge au-dessus d'un feu blanc.
4. Un coup de vent débutant dans le quadrant S.E. :
De jour, par deux cônes pointe en bas superposés ;
De nuit, par un feu blanc au-dessus d'un feu rouge.

B. *Mauvais temps, ouragan ou coup de vent violent probables.*

On signale :

1. Le mauvais temps probable :
De jour, par une sphère noire ;
De nuit, par un feu rouge hissé en tête de mât.
2. Un ouragan ou un coup de vent violent probables :
De jour, par deux sphères noires superposées ;
De nuit, par deux feux rouges sur une ligne horizontale en tête de mât.

Dès que la direction probable du vent peut être prévue, on peut soit substituer le signal correspondant du paragraphe A ci-dessus au signal du paragraphe B, soit arborer simultanément ces deux signaux.

C. *Changement de direction du vent.*

On signale :

1. Un changement de vent vers la droite (dans le sens des aiguilles d'une montre), par un pavillon noir ou par un cylindre noir ;
2. Un changement de vent vers la gauche (dans le sens inverse des aiguilles d'une montre), par deux pavillons noirs superposés, ou deux cylindres noirs superposés.

Le signal pour changement de direction de vent est hissé à côté du signal de direction du vent. La distance entre deux éléments superposés d'un signal de jour doit être au moins égale à la plus grande dimension d'un élément.

La distance entre deux feux placés sur une ligne verticale doit être de deux mètres (six pieds) au moins.

L'utilisation des signaux prescrits au présent règlement n'est pas exclusive de l'emploi d'autres signaux, lorsque ceux-ci sont nécessaires, et notamment des signaux de typhon tels que ceux qui ont été codifiés par l'observatoire de Zi-Ka-Wei, d'accord avec le Département maritime des Douanes maritimes chinoises.

CHAPITRE II. — SIGNAUX DE MARÉE ET DE HAUTEUR D'EAU.

A. *Sens de variation du niveau de la marée.*

On signale :

1. La marée descendante :
De jour, par un cône très effilé, pointe en bas ;
De nuit, par un feu blanc au-dessus d'un feu vert.
2. La marée montante :
De jour, par un cône très effilé pointe en haut ;
De nuit, par un feu vert au-dessus d'un feu blanc.

La hauteur du cône sera d'au moins trois fois le diamètre de sa base.

REGULATIONS CONCERNING CERTAIN DESCRIPTIONS OF MARITIME SIGNALS.

CHAPTER I. — WARNING OF GALE EXPECTED TO AFFECT THE LOCALITY.

A. *Direction of the Wind.*

The signals are as follows:

1. Gale commencing with wind in the N.W. quadrant:
By day: One cone, point upward;
By night: Two red lights, one above the other.
2. Gale commencing with wind in the S.W. quadrant:
By day: One cone, point downward;
By night: Two white lights, one above the other.
3. Gale commencing with wind in the N.E. quadrant:
By day: Two cones, one above the other, points upward;
By night: A red light above a white light.
4. Gale commencing with wind in the S.E. quadrant:
By day: Two cones, one above the other, points downward;
By night: A white light above a red light.

B. *Probable Bad Weather, Hurricane or Strong Gale.*

The signals are as follows:

1. Probable bad weather:
By day: One black ball;
By night: One red light hoisted at the mast-head.
2. Probable hurricane or strong gale :
By day: Two black balls, one above the other;
By night: Two red lights in a horizontal line hoisted at the mast-head.

As soon as the probable direction of the wind can be predicted, the appropriate signal in paragraph A above may be hoisted in place of the signal in paragraph B, or both signals may be shown simultaneously.

C. *Change of Direction of Wind.*

The signals are as follows:

1. Change of wind to the right (clockwise): A black flag, or a black cylinder.
2. Change of wind to the left (counter-clockwise): Two black flags, one above the other, or two black cylinders, one above the other.

The signal regarding change of direction of wind will be hoisted alongside the signal indicating the direction of the wind.

The vertical distance between two shapes constituting a day signal must be not less than the greatest dimension of one of the shapes.

Lights disposed vertically must be at least two metres (6 feet) apart.

The use of the signals prescribed in the foregoing regulations does not preclude the use of other signals which may be found necessary, and particularly of typhoon signals, such as those prepared by the Zi-Ka-Wei Observatory in consultation with the Marine Department of the Chinese Maritime Customs.

CHAPTER II. — TIDE AND DEPTH SIGNALS.

A. *Vertical Movement of the Tide.*

1. A falling tide is indicated:
By day: By an elongated cone, point downward;
By night: By a white light above a green light.
2. A rising tide is indicated:
By day: By an elongated cone point upward;
By night: By a green light above a white light.

The height of the cone shall be not less than three times the diameter of its base.

B. *Hauteur d'eau.*

Sauf exceptions indiquées dans les instructions nautiques, les hauteurs d'eau sont mesurées à partir du zéro hydrographique.

Les unités adoptées sont le double décimètre dans les pays utilisant le système métrique, et le pied anglais dans les autres pays.

On signale une hauteur d'eau égale à une unité (pied ou double décimètre):

De jour, par un cône pointe en bas ou par une sphère;
De nuit, par un feu vert ou par un feu blanc.

On signale une hauteur d'eau égale à cinq unités (un mètre ou cinq pieds):

De jour, par un cylindre;
De nuit, par un feu rouge.

On signale une hauteur d'eau égale à vingt-cinq unités (5 mètres ou 25 pieds):

De jour, par une sphère;
De nuit, par un feu blanc.

S'il y a lieu, on signale une hauteur d'eau égale à une demi-unité (un décimètre ou un demi-pied):

De jour, par un cylindre;
De nuit, par un feu rouge.

Les signaux sont hissés de la manière suivante:

Les cônes (ou sphères) indiquant des unités peuvent être disposés soit sur une ligne verticale, soit sur deux lignes verticales. Le cylindre indiquant la sous-division de l'unité peut être placé soit sur la même verticale et en-dessous des unités, soit à gauche de la verticale des unités.

Les cylindres indiquant chacun cinq unités sont disposés sur une ligne verticale à la droite de la ligne ou des lignes affectées aux unités.

Les sphères indiquant chacune vingt-cinq unités sont disposées sur une ligne verticale à l'extrême droite.

La gauche et la droite s'entendent pour le navigateur venant du large.

Les mêmes dispositions sont applicables en ce qui concerne les signaux de nuit.

La signalisation par sémaphore, par l'alphabet Morse optique, au moyen du Code international des Signaux, par radiotélégraphie ou radiophonie, de même que l'indication de la hauteur d'eau en chiffres, reste autorisée soit concurremment, soit aux lieu et place de la signalisation prévue au présent règlement.

CHAPITRE III. — SIGNAUX CONCERNANT LES MOUVEMENTS DE NAVIRES A L'ENTRÉE DES PORTS OU DES CHENAUX IMPORTANTS.

A. *Cas d'événements graves.*

On signale l'interdiction absolue d'entrée en cas d'événements graves:

De jour, par trois sphères superposées;
De nuit, par trois feux rouges superposés.

B. *Circonstances normales d'exploitation.*

On signale:

1. L'interdiction d'entrée:

De jour, par un cône pointe en haut entre deux sphères sur une ligne verticale;
De nuit, par un feu blanc entre deux feux rouges sur une ligne verticale.

2. L'interdiction d'entrée et de sortie:

De jour, par un cône pointe en haut, surmonté par un cône pointe en bas et superposé à une sphère;
De nuit, par un feu blanc surmonté d'un feu vert et superposé à un feu rouge.

3. L'interdiction de sortie:

De jour, par un cône pointe en haut entre deux cônes pointe en bas sur une ligne verticale;
De nuit, par un feu blanc entre deux feux verts sur une ligne verticale.

Les signaux doivent être hissés à une hauteur suffisante pour éviter toute confusion avec d'autres signaux de port.

La distance entre les éléments composant les différents signaux doit être suffisante pour que les signaux soient clairs à la distance à laquelle ils doivent être normalement aperçus.

B. *Height of Water-Level.*

Unless otherwise indicated in the Sailing Directions, the height of water-level shall be measured as from the zero of the charts.

The units adopted shall be 2 decimetres in countries using the metric system and the English foot in other countries.

A height of water-level equivalent to one unit (2 decimetres or 1 foot) shall be indicated:

By day: By a cone, point downward, or by a sphere;
By night: By a green light or by a white light.

A height of water-level equivalent to five units (1 metre or 5 feet) shall be indicated:

By day: By a cylindrical shape;
By night: By a red light.

A height of water-level equivalent to twenty-five units (5 metres or 25 feet) shall be indicated:

By day: By a sphere;
By night: By a white light.

If necessary, a height of water-level equivalent to half a unit (1 decimetre or $\frac{1}{2}$ foot) shall be indicated:

By day: By a cylinder;
By night: By a red light.

These signals shall be hoisted in the following manner:

The cones or spheres indicating the units may be placed either in one vertical line or in two vertical lines. The cylindrical shape indicating the subdivision of the unit may be placed either in the same vertical line and below the units or to the left of the vertical line of the units.

The cylindrical shapes indicating five units each will be placed in a vertical line to the right of the line or lines of the units.

The spheres indicating twenty-five units will be placed in a vertical line on the extreme right.

Left and right shall be interpreted from the point of view of the incoming navigator.

The same rules apply to night signals.

The indication of tide and depth signals by semaphore, or visually by means of the Morse Code, the International Code of Signals, or by wireless telegraphy or telephony, and the indication of the water-level by figures, are also permissible either concurrently with or in place of the system of signals prescribed in the present regulations.

CHAPTER III. — SIGNALS CONCERNING THE MOVEMENTS OF VESSELS AT THE ENTRANCES TO HARBOURS OR IMPORTANT CHANNELS.

A. *In Cases of Serious Emergency.*

The fact that entrance is absolutely prohibited, in cases of serious emergency, is indicated:

By day: By three balls disposed vertically;
By night: By three red lights disposed vertically.

B. *In Normal Circumstances.*

1. "Entrance prohibited" is indicated:

By day: By a cone, point upward, between two balls disposed vertically;
By night: By a white light between two red lights disposed vertically.

2. "Entrance and departure prohibited" is indicated:

By day: By a cone, point upward, having above it a cone, point downward, and below it a ball;
By night: By a white light, having above it a green light and below it a red light.

3. "Departure prohibited" is indicated:

By day: By a cone, point upward, between two cones, points downward, disposed vertically;
By night: By a white light between two green lights, disposed vertically.

These signals must be exhibited at a sufficient height to prevent any confusion with other harbour signals.

The distance between the shapes or lights should be sufficient for them to be clearly distinguishable at the distance at which they are normally required to be seen.

ACCORD SUR LES BATEAUX-FEU GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL

Les gouvernements contractants, représentés par les soussignés, ayant décidé d'unifier les signaux des bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les gouvernements contractants s'engagent à mettre en application les dispositions du règlement ci-annexé, relatives aux bateaux-feu hors de leur poste normal. Les mesures d'exécution nécessaires à cette fin devront être prises dans un délai d'un an à compter de la mise en vigueur du présent Accord.

Article 2.

Le présent Accord ne doit pas être entendu comme modifiant en quoi que ce soit la situation de droit existant dans les divers pays en ce qui concerne les relations entre les usagers et les autorités chargées du service des bateaux-feu.

Article 3.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour ; il pourra, jusqu'au 30 avril 1931 inclus, être signé au nom de tout gouvernement ayant été représenté à la Conférence qui a élaboré le présent Accord ou ayant été invité à s'y faire représenter.

Article 4.

L'acceptation du présent Accord de la part d'un gouvernement peut s'effectuer par simple signature, dans le cas où celle-ci est donnée sans réserve de ratification, par ratification ou par adhésion.

Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

La date de l'entrée en vigueur de l'Accord sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra l'acceptation de l'Accord par cinq gouvernements.

Article 5.

A partir du 1^{er} mai 1931, il pourra être adhéré au présent Accord au nom de tout gouvernement visé à l'article 3.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

AGREEMENT CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS.

The Contracting Governments, represented by the undersigned, having decided to unify certain rules concerning manned lightships which are not on their stations, have agreed to the following provisions:

Article 1.

The Contracting Governments undertake to put into force the provisions of the Regulations annexed hereto concerning lightships which are not on their stations. The necessary measures to that effect should be taken within one year from the coming into force of the present Agreement.

Article 2.

The present Agreement should not be considered as in any way modifying the legal situation in the different countries as regards the relations between the public and the authorities responsible for the lightship services.

Article 3.

The present Agreement, of which the English and French texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until and including April 30th, 1931, it shall be open for signature on behalf of any Government represented at or invited to the Conference which elaborated the present Agreement.

Article 4.

Governments may accept the present Agreement by signature only, when the latter is not made subject to ratification, by ratification or accession.

The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

The Agreement shall enter into force on the ninetieth day following its acceptance by five Governments.

Article 5.

As from May 1st, 1931, the present Agreement shall be open to accession on behalf of any Government referred to in Article 3.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

Article 6.

Chaque signature, ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de l'Accord, conformément à l'article 4, produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la signature ou de la réception, par le Secrétaire-général de la Société des Nations, des instruments de ratification ou de la notification d'adhésion.

Article 7.

Le présent Accord pourra être dénoncé, au nom de tout gouvernement contractant, après l'expiration d'un délai de sept ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ce gouvernement, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les gouvernements visés à l'article 3. La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne sera opérante qu'au regard du gouvernement pour lequel elle aura été effectuée.

A l'expiration de chaque période de sept ans après la mise en vigueur du présent Accord, sa révision pourra être demandée par un des gouvernements contractants. A toute autre époque, la révision du présent Accord pourra être demandée par un quart des gouvernements contractants.

Article 8.

Tout gouvernement contractant peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent Accord, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, le présent Accord ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Tout gouvernement contractant pourra, à tout moment dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent Accord applicable à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Tout gouvernement contractant peut, soit à l'expiration d'un délai de sept ans après la notification prévue au précédent paragraphe, soit lors de la dénonciation prévue à l'article 7, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent Accord à toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, l'Accord cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration une année après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations. A défaut de telle déclaration, la dénonciation prévue à l'article 7 ne comportera aucun effet à l'égard des territoires mentionnés au présent article.

Article 9.

Chacun des gouvernements contractants peut subordonner son acceptation du présent Accord à la participation à celui-ci d'un ou de plusieurs des gouvernements visés à l'article 3.

Article 10.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

Article 6.

After the coming into force of the Agreement in accordance with Article 4, each subsequent signature, ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of signature, or of the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the instruments of ratification, or of the notification of accession.

Article 7.

The present Agreement may be denounced on behalf of any Contracting Government after a period of seven years from the date when it came into force in respect of that Government. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Governments referred to in Article 3. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the Government on whose behalf it was notified.

On the expiration of each period of seven years after the coming into force of the present Agreement, its revision may be demanded by any Contracting Government. At all other times, revision of the present Agreement may be demanded by one-fourth of the Contracting Governments.

Article 8.

Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Agreement, it does not assume any obligations in respect of all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate; and the present Agreement shall not apply to any territories named in such declaration.

Any Contracting Government may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that it desires that the Agreement shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Agreement shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Government may declare, either after a period of seven years from the date of the notification provided for in the preceding paragraph or at the time of the denunciation provided for in Article 7, that it desires that the present Agreement shall cease to apply to all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate, and the Agreement shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations. In default of such a declaration, the denunciation of the Convention under Article 7 will not affect the application of the Convention to any territories referred to in the present Article.

Article 9.

Each Contracting Government may make the acceptance of the present Agreement conditional on its acceptance by one or several of the Governments mentioned in Article 3.

Article 10.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its coming into force.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au présent Accord.

IN FAITH WHEREOF the undersigned have affixed their signature to the present Agreement.

FAIT à Lisbonne, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les gouvernements visés à l'article 3.

DONE at Lisbon, the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Governments referred to in Article 3.

ALLEMAGNE

Gustav MEYER

Sous réserve de ratification ¹

GERMANY

BELGIQUE

F. URBAIN

Sous réserve de ratification ¹

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations. and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate. ²

John BALDWIN.

INDE

INDIA

I declare that my signature does not include any of the Indian States under British suzerainty. ³

Edward HEADLAM.

CUBA

CUBA

Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO

Sous réserve de ratification ¹

ESPAGNE

SPAIN

José HERBELLA

Rafael ESTRADA

Sous réserve de ratification ¹

ESTONIE

ESTONIA

T. GUTMAN

Sous réserve de ratification ¹

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations. — Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to ratification.

² Je déclare que ma signature ne comprend pas les colonies, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou mandat.

³ Je déclare que ma signature ne comprend aucun des Etats de l'Inde sous la suzeraineté britannique.

FINLANDE
Sakari TAINIO.
Sous réserve de ratification ¹

FINLAND

FRANCE
P. H. WATIER

FRANCE

MAROC
A. DE ROUVILLE

MOROCCO

TUNISIE
A. DE ROUVILLE

TUNIS

GRÈCE
D. RASI-KOTSICAS

GREECE

MONACO
Comte C. J. H. DE BOBONE.

MONACO

PAYS-BAS
P. VAN BRAAM VAN VLOTEN.

THE NETHERLANDS

La présente signature n'inclut pas les Indes-orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao ²

LANGELER.

Understanding that this signature does not assume any obligations of the Netherlands Government in respect of the Netherlands Colonial Territories in the East and West Indies. ³

PORTUGAL
Ernesto DE VASCONCELLOS
Manoel NORTON.

PORTUGAL

SUÈDE
Erik HÄGG
Sous réserve de ratification ¹

SWEDEN

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général:

For the Secretary-General:

*Conseiller juridique
du Secrétariat.*

*Legal Adviser
of the Secretariat.*

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations — Translation by the Secretariat of the League of Nations:

¹ Subject to ratification.

² The present signature does not include the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao.

³ Etant entendu que cette signature n'entraîne aucune obligation pour le Gouvernement des Pays-Bas en ce qui concerne les Territoires coloniaux néerlandais dans les Indes orientales et occidentales.

RÈGLEMENT RELATIF AUX SIGNAUX DES BATEAUX-FEU GARDÉS
SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL

1. Quand un bateau-feu n'est pas à son poste normal, soit qu'il ait déradé, soit qu'il fasse route vers son poste ou vers un port, il n'émet pas ses signaux caractéristiques de nuit ou de brume.

2. Le bateau-feu déradé hisse un signal spécial qui sera, de préférence:

De jour, deux grosses sphères noires, l'une à l'avant, l'autre à l'arrière;
De nuit, deux feux rouges, l'un à l'avant, l'autre à l'arrière.

En outre, il amène ses voyants caractéristiques, si ceux-ci sont amovibles.

Lorsque les circonstances ne permettent pas l'emploi des signaux visés au premier alinéa du présent paragraphe, ou lorsque ceux-ci sont déjà employés comme caractéristiques normales du bateau-feu, on utilise des pavillons rouges au lieu de sphères noires.

3. En outre, comme mesure de précaution supplémentaire, le bateau-feu déradé:

a) De jour, arbore le signal par pavillons signifiant:

« Je ne suis pas dans ma position normale »,

selon les prescriptions du Code international de signaux;

b) De nuit, enflamme chaque quart d'heure au moins et simultanément deux feux de bengale, l'un rouge et l'autre blanc.

Lorsque les circonstances ne permettent pas l'emploi de feux de bengale, on montre simultanément un feu rouge et un feu blanc.

4. Enfin, le bateau-feu faisant route doit porter les feux et effectuer les appels sonores des navires en route et, s'il navigue par ses propres moyens, porter de jour le signal prévu au paragraphe 2.

REGULATIONS RELATING TO SIGNALS FOR MANNED LIGHTSHIPS
NOT ON THEIR STATIONS.

1. When a lightship is not on its station, whether it has dragged or broken adrift from its moorings or is proceeding towards its station or towards a port, it should not show its characteristic light nor make its characteristic fog-signals.

2. A lightship which has dragged or broken adrift from its moorings should hoist a special signal, which preferably should be:

By day: Two large black spheres, one forward and one aft;

By night: Two red lights, one forward and one aft.

It should, furthermore, strike its characteristic topmarks, if they are fitted to permit of this.

When circumstances do not permit of the use of the foregoing day signals, or when these are employed as the normal characteristics of the lightship, red flags should be used instead of black spheres.

3. In addition, as a supplementary measure of precaution, a lightship which has dragged or broken adrift from its moorings should:

(a) By day, fly a flag signal signifying:

“ I am not in my correct position ”,

as laid down in the International Code of Signals.

(b) By night, show at least every quarter of an hour and simultaneously two flares, one red and the other white.

When circumstances render it impracticable to use flares, a red and a white light shall be displayed simultaneously.

4. Lastly, a lightship under way must carry the same lights and make the same sound signals as other vessels under way and, if self-propelled, should hoist by day the signal provided for in paragraph 2.

RECOMMANDATIONS SUR LES CARACTÈRES DES PHARES ET SUR LES RADIOPHARES

A. CARACTÈRES DES PHARES.

Les présentes recommandations ont pour but de guider, dans un sens rationnel et uniforme, l'organisation d'éclairages nouveaux ou l'amélioration d'éclairages existants, en répartissant judicieusement les caractères utilisables.

Elles ne doivent pas être considérées comme tendant à édicter des prescriptions absolues dans cet ordre d'idées, ou à imposer à brève échéance des modifications des dispositions existantes, qui ne seraient pas conformes auxdites règles.

I. L'écartement à maintenir entre les feux ou groupes de feux de même caractère sera aussi grand que le permettra la densité de l'éclairage littoral et que le commanderont, dans chaque pays, les différentes circonstances de l'espèce, notamment l'obliquité de la côte par rapport aux diverses routes d'arrivée.

II. a) On recommande l'ordre préférentiel suivant pour les caractères des *phares d'atterrissage principaux*:

- 1^o Des éclats blancs groupés par deux;
- 2^o Des éclats blancs réguliers;
- 3^o Des éclats blancs groupés par trois ou par quatre;
- 4^o Des éclats blancs groupés par cinq;
- 5^o Un groupe d'éclats blancs alternant avec un éclat blanc isolé;
- 6^o Des éclats blancs groupés par six;
- 7^o Un groupe d'éclats blancs alternant avec un groupe d'éclats blancs différent du premier.

b) Pour les *phares moins importants*, si l'emploi d'éclats blancs risque d'entraîner des confusions entre lesdits phares et les phares d'atterrissage voisins, les caractères ci-après sont recommandés sous l'ordre préférentiel suivant:

Des éclats rouges qui peuvent être groupés selon l'une ou l'autre des combinaisons susindiquées pour les éclats blancs;

Une lumière blanche variée par des occultations, le caractère de ces dernières étant aussi simple que les circonstances le permettent.

c) Pour les feux secondaires, il peut être avantageux de recourir au caractère scintillant, c'est-à-dire comportant au moins quarante apparitions de lumière par minute.

d) Dans les phares visés aux paragraphes a) et b) ci-dessus, il est recommandé de ne plus recourir à l'emploi de feux fixes variés par des éclats ou de feux à éclats diversement colorés n'ayant pas sensiblement la même portée; il est désirable de procéder progressivement à la transformation de tels feux.

e) Dans les ports d'une certaine importance, il convient d'éviter l'emploi des feux fixes blancs.

RECOMMENDATIONS ON LIGHTHOUSE CHARACTERISTICS AND RADIO-BEACONS.

A. LIGHTHOUSE CHARACTERISTICS.

The present recommendations have been framed with the object of providing in a rational and uniform manner for the organisation of new lighthouse systems or the improvement of existing lighthouse systems, by means of a proper distribution of the available characteristics.

They must not be regarded as laying down absolute rules or as necessitating in the near future any changes in existing systems which are not in accordance with these rules.

I. The spacing of lights or groups of lights of the same character should be kept as wide as the number of lights on the coast permits, and as is practicable having regard to the particular circumstances in any given country, and especially to the various angles at which the navigator may approach the coast.

II. (a) The following preferential order is recommended for the characteristics of the *main landfall lighthouses*:

1. White flashes in groups of two;
2. Single white flashes;
3. White flashes in groups of three or four;
4. White flashes in groups of five;
5. A group of white flashes alternating with a single white flash;
6. White flashes in groups of six;
7. A group of white flashes alternating with another group of white flashes differing from the first.

(b) For *lighthouses of secondary importance*, where the adoption of white flashes might lead to confusion with the characteristics of neighbouring main landfall lighthouses, the following characteristics, in order of preference, are recommended:

Red flashes grouped in accordance with any of the combinations indicated above for white flashes.

A white occulting light, the occultations being as simple as circumstances permit.

(c) For secondary lights it may be an advantage to use quick flashing lights—*i.e.*, lights showing at least forty flashes a minute.

(d) It is recommended that, in the lighthouses referred to in paragraphs (a) and (b) above, fixed lights varied by flashes or lights showing flashes of different colours, having materially different ranges, should not in future be adopted; it is desirable that such characteristics should gradually be eliminated.

(e) In the larger ports, it is desirable to avoid the use of fixed white lights.

f) Pour la constitution d'un alignement de feux, où une grande latitude est nécessaire, à raison, notamment, du voisinage possible d'autres feux et de la coexistence de plusieurs alignements dans les mêmes parages, il convient seulement d'éviter une combinaison de feux à apparitions de lumière trop brèves, entraînant une trop forte proportion de périodes où les deux feux ne sont pas simultanément visibles. Toutefois, l'emploi des feux scintillants est admissible.

III. Il convient d'éviter, dans l'installation des aérophares, les interférences et les risques de confusion avec les feux de l'éclairage maritime.

B. RADIOPHARES.

I. Il est recommandé, compte tenu des possibilités financières ou autres, d'établir des radiophares sur tous les points du monde où ils peuvent être utiles à la navigation maritime.

II. L'équipement des radiophares installés sur les côtes et les bateaux-feu devrait répondre aux directives ci-après, consacrées par l'expérience:

a) Les systèmes qui permettent d'effectuer le relèvement des radiophares à partir des navires sont considérés comme les meilleurs.

b) Ces systèmes doivent, autant que possible, être suffisamment simples pour se prêter à une utilisation directe par le navigateur lui-même.

c) Une marge de 1,25 % (ou moins, quand on le jugera possible) doit être respectée par les radiophares aux limites de la gamme qui leur est attribuée, afin d'éviter toute confusion.

La gamme de fréquence réservée aux radiophares, laquelle est actuellement de 285 à 315 kilocycles, doit être respectée d'ailleurs par les autres postes radioélectriques.

d) Les émissions des radiophares voisins doivent être faites sur des longueurs d'onde suffisamment différenciées pour éviter des interférences mutuelles et être étroitement contrôlées en ce qui concerne leurs caractéristiques, durées et horaires.

e) La puissance des radiophares ne doit pas excéder celle strictement nécessaire à leur rôle, qui dépend, notamment, de l'éloignement des postes voisins (situés ou non dans un même pays), compte tenu de la différence de puissance entre les émissions de temps clair et les émissions de brume.

f) La durée de chaque période de signalisation continue sera suffisante pour assurer une facile identification du poste (une minute au minimum).

D'un point de vue opposé, la durée de chaque période et le temps de marche global seront réglés en sorte qu'ils n'excèdent pas le minimum indispensable aux besoins de la navigation.

III. Afin de faciliter la mise en œuvre des directives qui précèdent, on recommande des ententes régionales entre gouvernements ou autorités intéressées, afin de régler les conditions d'émission des radiophares et, notamment, leurs horaires.

IV. Il est désirable que les services compétents des différents pays étudient les caractéristiques les mieux appropriées à l'objet particulier des radiophares et se communiquent mutuellement les résultats de leurs recherches.

V. Bien qu'un grand nombre d'appareils de réception des navires ne puissent encore prendre de relèvements sur ondes entretenues, il paraît souhaitable que les radiophares soient, à l'avenir, équipés de manière à pouvoir émettre de telles ondes.

(f) In the choice of characteristics of leading lights, or range lights, in which considerable latitude is necessary, particularly where there are other lights in the vicinity or where there are several lines of leading lights in the same locality, it is merely desirable to avoid a combination of flashing lights with very short flashes involving too long a period during which both lights are not simultaneously visible. The use of quick flashing lights is considered admissible.

III. In establishing aero-lighthouses, care should be taken to avoid interference and risk of confusion with coast lights.

B. RADIO-BEACONS.

I. It is recommended that, so far as circumstances and resources permit, radio-beacons should be established throughout the world at all points where they would be useful to maritime navigation.

II. The equipment of radio-beacons on coasts and lightships should satisfy the following requirements, which are the result of experience:

(a) The system preferred is that which permits of the bearing of the radio-beacon being taken from the ship.

(b) The system used should, as far as possible, be sufficiently simple to enable the navigator to use it himself.

(c) In order to avoid confusion, a margin of 1.25 per cent (or less where found possible) should be allowed by radio-beacons at either extremity of the band assigned to them.

On the other hand, the band of radio-frequencies reserved for radio-beacons, which is at present from 285 to 315 kilocycles, should not be encroached upon by other wireless stations.

(d) Transmissions of neighbouring radio-beacons should be made on wave-lengths sufficiently different to avoid mutual interference and should be kept under close observation in respect of their characteristics, periods and times of transmission.

(e) The power of radio-beacons should not exceed that which is strictly necessary for their purpose and must depend, in particular, on the distance of the neighbouring stations (whether situated in the same country or not), due consideration being given to the difference of power between clear weather and fog-signal transmissions.

(f) The duration of each period of continuous signalling must be sufficient to allow the station to be easily identified (at least one minute).

On the other hand, the duration of each period and the total time of transmission should not be longer than is essential for the requirements of navigation.

III. In order to facilitate the application of the foregoing proposals, regional agreements might, with advantage, be made between the Governments or authorities concerned with a view to laying down the condition of transmission of radio-beacons and, in particular, their time-tables.

IV. It is desirable that the appropriate authorities in different countries should study the characteristics best suited for the special purpose of radio-beacons, and that they should communicate to each other the results of their investigations.

V. Although a large proportion of the receiving sets in ships are not at present adapted for taking bearings on continuous waves, it seems desirable that radio-beacons should in future be equipped so as to be able to transmit such waves.

LISBONNE, le 23 octobre 1930.

LISBON, October 23rd, 1930.

ALLEMAGNE	Gustav MEYER	GERMANY
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	G. R. PUTNAM	UNITED STATES OF AMERICA
BELGIQUE	F. URBAIN	BELGIUM
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD		GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.	John BALDWIN.	and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.
BRÉSIL	F. Xavier DA COSTA	BRAZIL
CHINE	L. TWEEDIE-STODART L. R. CARREL	CHINA
CUBA	Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO	CUBA
VILLE LIBRE DE DANTZIG	SOŁSKI	FREE CITY OF DANZIG
ESPAGNE	José HERBELLA Rafaël ESTRADA	SPAIN
ESTONIE	T. GUTMAN	ESTONIA
FINLANDE	Sakari TAINIO.	FINLAND
FRANCE	P. H. WATIER A. DE ROUVILLE J. SAILLANT	FRANCE
GRÈCE	D. RASI-KOTSICAS	GREECE

INDE

I declare that my signature does not include any of the Indian States under British suzerainty. ¹

INDIA

Edward HEADLAM

ITALIE

PERIANI, Pietro
Dom. G. BIANCHERI
Aristide LURIA
Luigi SPALICE

ITALY

JAPON

M. HATTORI
S. CHIBA

JAPAN

MAROC

A. DE ROUVILLE

MOROCCO

MEXIQUE

O. G. BARREDA

MEXICO

MONACO

Comte C. J. H. DE BOBONE.

MONACO

PAYS-BAS

P. VAN BRAAM VAN VLOTEN.
LANGELER.

THE NETHERLANDS

POLOGNE

SOŁSKI

POLAND

PORTUGAL

Ernesto DE VASCONCELLOS
Manoel NORTON

PORTUGAL

ROUMANIE

A. M. GURANESCO

ROUMANIA

SUÈDE

Erik HÄGG

SWEDEN

TUNISIE

A. DE ROUVILLE

TUNIS

Copie certifiée conforme.
Pour le Secrétaire général:

Certified true copy.
For the Secretary-General:

*Conseiller juridique
du Secrétariat.*

*Legal Adviser
of the Secretariat.*

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Je déclare que ma signature ne comprend aucun des Etats de l'Inde sous la suzeraineté britannique.

ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE

Les Gouvernements de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, du Commonwealth d'Australie, de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, des Etats-Unis du Brésil, du Canada, de la Chine, de Cuba, du Danemark, de la Ville libre de Dantzig, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, ainsi que du Protectorat de la République française au Maroc, de la Régence de Tunis, Protectorat français, de la Grèce, de l'Inde, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, des Etats-Unis du Mexique, de Monaco, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Suède, de l'Uruguay et de la Yougoslavie, ayant accepté l'invitation qui leur a été adressée en vertu de la résolution du Conseil de la Société des Nations en date du 15 janvier 1930, de participer à une Conférence pour l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes,

Ont, en conséquence, désigné comme délégués, conseillers techniques et secrétaires :

ALLEMAGNE:

Délégué: M. G. MEYER, Conseiller ministériel au Ministère des Communications.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Délégué: Dr George R. PUTNAM, M.S., D.Sc., Commissaire aux Phares du Département du Commerce.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE:

Délégué: Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

BELGIQUE:

Délégué: M. F. L. URBAIN, Directeur du Service hydrographique.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'EMPIRE BRITANNIQUE non membres séparés de la Société des Nations:

Chef de la délégation: Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

Délégués: M. F. E. F. ADAM, Conseiller de l'Ambassade de Sa Majesté britannique près le Président de la République portugaise.
M. J. P. BOWEN, B.Sc., M.I.C.E., Ingénieur en chef, Trinity House.
Le capitaine V. R. BRANDON, C.B.E., R.N., Expert technique du « Board of Trade ».
Le capitaine K. E. L. CREIGHTON, M.V.O., R.N., de l'Amirauté.
L'Honorable L. H. CRIPPS, C.B.E., Représentant des armateurs britanniques.
Le major E. G. FINCH, T.D., de la « Dock and Harbour Authorities Association ».
Le capitaine F. W. MACE, O.B.E., R.N.R., de la « Dock and Harbour Authorities Association ».
Le vice-amiral Sir Robert MANSELL, K.C.V.O., C.B.E., « Deputy Master of Trinity House ».
Le capitaine A. H. RYLEY, « Elder Brother of Trinity House ».
M. D. Alan STEVENSON, M.I.C.E., Représentant du Service des Phares d'Ecosse et du Service des Phares d'Irlande.

Secrétaires de la délégation: M. C. B. GLENISTER, du « Board of Trade ».
M. T. H. BURLEIGH, de Trinity House.

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL:

Délégué:

Le Capitaine de corvette Francisco Xavier DA COSTA, Attaché naval à l'Ambassade près le Président de la République française.

CANADA:

Délégué:

M. J. G. MACPHAIL, B.A., B.Sc., M.I.C.E., Commissaire aux phares au Département de la Marine.

FINAL ACT OF THE CONFERENCE.

The Governments of Germany, the United States of America, the Commonwealth of Australia, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, the United States of Brazil, Canada, China, Cuba, Denmark, the Free City of Danzig, Spain, Estonia, Finland, France, including the Protectorate of the French Republic in Morocco and the Regency of Tunis, French Protectorate, Greece, India, Iceland, Italy, Japan, Latvia, the United States of Mexico, Monaco, Norway, New Zealand, the Netherlands, Poland, Portugal, Roumania, Sweden, Uruguay and Yugoslavia, having accepted the invitation which was addressed to them in accordance with the resolution of the Council of the League of January 15th, 1930, to take part in a Conference for the Unification of Buoyage and Lighting of Coasts,

Have accordingly appointed as delegates, technical advisers and secretaries:

GERMANY:

Delegate: M. G. MEYER, Ministerial Counsellor in the Ministry for Communications.

UNITED STATES OF AMERICA:

Delegate: Dr. George R. PUTNAM, M.S., D.Sc., Commissioner of Lighthouses in the Department of Commerce.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA:

Delegate: Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

BELGIUM:

Delegate: M. F. L. URBAIN, Director of the Hydrographic Service.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, and all Parts of the BRITISH EMPIRE which are not separate Members of the League of Nations:

Head of the delegation: Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.

Delegates: Mr. F. E. F. ADAM, Counsellor to His Britannic Majesty's Embassy to the President of the Portuguese Republic.
Mr. J. P. BOWEN, B.Sc., M.I.C.E., Engineer-in-Chief, Trinity House.
Captain V. R. BRANDON, C.B.E., R.N., Professional Officer of the Board of Trade.
Captain K. E. L. CREIGHTON, M.V.O., R.N., of the Admiralty.
The Honourable L. H. CRIPPS, C.B.E., representing British Shipowners.
Major E. G. FINCH, T.D., of the Dock and Harbour Authorities Association.
Captain F. W. MACE, O.B.E., R.N.R., of the Dock and Harbour Authorities Association.
Vice-Admiral Sir Robert MANSELL, K.C.V.O., C.B.E., Deputy Master of Trinity House.
Captain A. H. RYLEY, Elder Brother of Trinity House.
Mr. D. Alan STEVENSON, M.I.C.E., Representative of the Scottish and Irish Lighthouse Boards.

Secretaries of the delegation: Mr. C. B. GLENISTER, of the Board of Trade.
Mr. T.H. BURLEIGH, of Trinity House.

UNITED STATES OF BRAZIL:

Delegate: Lieutenant-Commander Francisco Xavier DA COSTA, Naval Attaché at the Embassy to the President of the French Republic.

CANADA:

Delegate: Mr. J. G. MACPHAIL, B.A., B.Sc., M.I.C.E., Commissioner of Lights, Department of Marine.

CHINE:

Délégués:

M. L. TWEEDIE-STODART, Ingénieur en chef des douanes maritimes.
Le capitaine L. R. CARREL, Inspecteur adjoint des côtes.

CUBA:

Délégué:

M. Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO, Consul, Attaché à la Légation près le
Président de la République portugaise.

DANEMARK:

Délégué:

M. P. E. B. SINDING, Capitaine de frégate, Directeur du Service des Phares.

VILLE LIBRE DE DANTZIG:

Chef de la délégation: Le capitaine de frégate Eugène SOŁSKY, de la Marine polonaise.

Délégué: M. Johannes STABEN, Observateur de l'Observatoire de Dantzig.

Expert: M. Thadée ZIOŁKOWSKI, Chef du Pilotage du Conseil du Port de Dantzig.

ESPAGNE:

Délégués: Commandant Rafael ESTRADA.

M. J. HERBELLA Y ZOBEL, Ingénieur en chef du Service central de la Signalisation
maritime.

ESTONIE:

Délégué: M. T. GUTMAN, Secrétaire du Consulat général d'Estonie à Lisbonne.

FINLANDE:

Délégué: M. Matti Sakari TAINIO, Chef du Service du Pilotage et des Phares.

FRANCE:

Chef de la délégation: M. P. H. WATIER, Conseiller d'Etat, Directeur des Voies navigables
et des Ports maritimes.

Délégués: M. A. DE ROUVILLE, Directeur du Service des Phares et Balises.
Le capitaine de frégate SAILLANT, Chef de la Section des Instructions nautiques
du Service hydrographique.

Secrétaire: M. François DE PANAFIEU, Attaché d'Ambassade.

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC:

Délégué: M. A. DE ROUVILLE, Directeur du Service des Phares et Balises de France.

RÉGENCE DE TUNIS, PROTECTORAT FRANÇAIS:

Délégué: M. A. DE ROUVILLE, Directeur du Service des Phares et Balises de France.

GRÈCE:

Délégué: Le capitaine de frégate, D. RASI-KOTSICAS.

INDE:

Délégués: Sir Edward J. HEADLAM, C.S.I., C.M.G., D.S.O., Capitaine de vaisseau en
retraite de la Marine royale de l'Inde.

Le capitaine de frégate E. A. CONSTABLE, de la Marine royale (en retraite).

Conseillers: M. J. OSWALD, B.Sc., M.Inst.C.E., du Service des Phares de l'Inde britannique.
Le capitaine de vaisseau K. OOKERJEE.

ISLANDE:

Délégué: M. Th. KRABBE, Directeur du Service des Phares.

ITALIE:

Délégués: M. Aristide LURIA, Colonel du génie militaire de la Marine, Chef de division
des Phares et Signaux maritimes.

Le capitaine de vaisseau, Domenico BIANCHERI, du Ministère des Communica-
tions.

Le capitaine de vaisseau, L. SPALICE, Attaché naval à l'Ambassade près Sa
Majesté le Roi d'Espagne et à la Légation près le Président de la République
portugaise.

M. Pietro PERIANI, Ingénieur, Inspecteur supérieur des ouvrages maritimes au
Ministère des Travaux publics, Membre du Conseil supérieur des Travaux
publics et du Conseil supérieur de la Marine marchande.

CHINA:

Delegates: Mr. L. TWEEDIE-STODART, Engineer-in-Chief to the Maritime Customs.
Captain L. R. CARREL, Deputy Coast Inspector.

CUBA:

Delegate: M. Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO, Consul Attaché to the Legation to the President of the Portuguese Republic.

DENMARK:

Delegate: Commander P. E. B. SINDING, Director of the Lighthouse Service.

FREE CITY OF DANZIG:

Head of the delegation: Commander Eugène SOŁSKI, of the Polish Navy.

Delegate: M. Johannes STABEN, of the Danzig Observatory.

Expert: M. Thadée ZIOŁKOWSKI, Head of the Pilot Service of the Danzig Harbour Board.

SPAIN:

Delegates: Commander Rafael ESTRADA.
M. J. HERBELLA Y ZOBEL, Engineer-in-Chief of the Central Services of the Maritime Signals.

ESTONIA:

Delegate: M. T. GUTMAN, Secretary of the Estonian Consulate-General at Lisbon.

FINLAND:

Delegate: M. Matti Sakari TAINIO, Head of the Pilotage and Lighthouse Services.

FRANCE:

Head of the delegation: M. P. H. WATIER, Councillor of State, Director of Navigable Waterways and Maritime Ports.

Delegates: M. A. DE ROUVILLE, Director of the Lighthouse and Buoyage Service.
Commander SAILLANT, Head of the Maritime Instructions Section at the Hydrographic Service.

Secretary: M. François DE PANAFIEU, Attaché of Embassy.

PROTECTORATE OF THE FRENCH REPUBLIC IN MOROCCO:

Delegate: M. A. DE ROUVILLE, Director of the French Lighthouse and Buoyage Service.

REGENCY OF TUNIS, FRENCH PROTECTORATE:

Delegate: M. A. DE ROUVILLE, Director of the French Lighthouse and Buoyage Service.

GREECE:

Delegate: Commander D. RASI-KOTSICAS.

INDIA:

Delegates: Captain Sir Edward J. HEADLAM, C.S.I., C.M.G., D.S.O., of the Royal Indian Marine (Retired).
Commander E. A. CONSTABLE, R. N. (Retired).

Advisers: Mr. J. OSWALD, B.Sc., M.Inst.C.E., Lighthouse Service of British India.
Captain K. OOKERJEE.

ICELAND:

Delegate: M. Th. KRABBE, Director of the Lighthouse Service.

ITALY:

Delegates: Colonel Aristide LURIA, of the Naval Engineering Service, Head of Division in the Italian Lighthouse and Maritime Signals Service.
Captain Domenico BIANCHERI of the Ministry of Transport.
Captain L. SPALICE, Naval Attaché to the Embassy to His Majesty the King of Spain and to the Legation to the President of the Portuguese Republic.
M. Pietro PERIANI, Engineer, Head Inspector of Maritime Works at the Ministry of Public Works, Member of the Central Board of Public Works and of the Central Merchant Marine Board.

JAPON:

Délégués: M. Masato HATTORI, Ingénieur en chef du Service impérial des Phares.
M. S. CHIBA, Secrétaire à la Légation impériale près Sa Majesté le Roi d'Espagne.

Secrétaire: M. J. KOBAYASHI, Secrétaire au Ministère des Communications.

LETTONIE:

Délégué: M. K. PURNS, Chef de la Section hydrographique du Département de la Marine.

ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

Délégué: M. Octavio G. BARREDA, Consul à Lisbonne.

MONACO:

Délégué: Comte C. J. H. DE BOBONE, Consul général à Lisbonne.

NORVÈGE:

Délégué: M. Finn KOREN, Chargé d'Affaires à Lisbonne.

NOUVELLE-ZÉLANDE:

Délégués: Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B., et les autres délégués de Grande-Bretagne et Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

PAYS-BAS:

Délégués: M. P. VAN BRAAM VAN VLOTEN, Ingénieur en chef, Chef du Service technique de l'Eclairage des Côtes.
M. J. W. LANGELER, Inspecteur, Chef de division du Service de la Navigation aux Indes néerlandaises.

POLOGNE:

Chef de la délégation: Le capitaine de frégate Eugène SOŁSKI.

Délégué: M. André MARCHWINSKI, du Ministère des Affaires étrangères.

Expert: M. Thadée ZIOŁKOWSKI, Chef du Pilotage du Conseil du Port de Dantzig.

PORTUGAL:

Délégués: Son Excellence le vice-amiral Ernesto DE VASCONCELLOS.
M. Francisco DE CALHEIROS, Ministre plénipotentiaire, Chef du Bureau portugais de la Société des Nations.
Commandant Manoel NORTON,
Commandant Fernando DE CARVALHO, Directeur des Phares.
Commandant A. LOPES.
Commandant J. MONTEIRO, de la Direction du Service des Phares.
Commandant F. PENTEADO.

ROUMANIE:

Délégué: M. Alexandre GURANESCO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République portugaise.

SUÈDE:

Délégué: M. Erik HÄGG, Directeur général de l'Administration royale du Pilotage, des Phares et Balises.

URUGUAY:

Délégué: M. Eduardo KAYEL, Ingénieur, Chef de la Section des Phares et Balises.

YOUgosLAVIE:

Délégué: M. Vinko MAROEVIC, Chef de Section au Ministère des Communications.

JAPAN:

Delegates: M. Masato HATTORI, Engineer-in-Chief of the Imperial Lighthouse Service.
M. S. CHIBA, Secretary at the Imperial Legation to His Majesty the King of Spain.

Secretary: M. J. KOBAYASHI, Secretary at the Ministry of Communications.

LATVIA:

Delegate: M. K. PURNS, Head of the Hydrographic Section of the Marine Department.

THE UNITED STATES OF MEXICO:

Delegate: M. Octavio G. BARREDA, Consul at Lisbon.

MONACO:

Delegate: Count C. J. H. DE BOBONE, Consul-General at Lisbon.

NORWAY:

Delegate: M. Finn KOREN, Chargé d'Affaires at Lisbon.

NEW ZEALAND:

Delegates: Sir John G. BALDWIN, K.C.M.G., C.B.; and the other delegates of Great Britain and Northern Ireland and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

THE NETHERLANDS:

Delegates: M. P. VAN BRAAM VAN VLOTEN, Engineer-in-Chief, Head of the Technical Service of Lights.
M. J. W. LANGELER, Inspector, Head of Division of the Navigation Service of the Netherlands Indies.

POLAND:

Chief of the delegation: Commander Eugène SOŁSKI.

Delegate: M. André MARCHWINSKI, of the Ministry for Foreign Affairs.

Expert: M. Thadée ZIOŁKOWSKI, Head of the Pilot Service of the Danzig Harbour Board.

PORTUGAL:

Delegates: His Excellency Vice-Admiral Ernesto DE VASCONCELLOS.
M. Francisco DE CALHEIROS, Minister Plenipotentiary, Head of the Portuguese League of Nations Bureau.
Captain Manoel NORTON.
Commander Fernando DE CARVALHO, Director of Lighthouses.
Commander A. LOPES
Commander J. MONTEIRO, of the Central Lighthouse Service.
Commander F. PENTEADO.

ROUMANIA:

Delegate: M. Alexandre GURANESCO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the Portuguese Republic.

SWEDEN:

Delegate: M. Erik HÄGG, Director-General, Royal Administration of Pilotage, Lighthouse and Buoyage.

URUGUAY:

Delegate: M. Eduardo KAYEL, Engineer, Head of the Lighthouse and Buoyage Section.

YUGOSLAVIA:

Delegate: M. Vinko MAROEVIC, Head of Section in the Ministry for Communications.

Ont également pris part à la Conférence pour:

L'ADMINISTRATION DES PHARES DE L'ANCIEN EMPIRE OTTOMAN:

M. Jean DODIER, Inspecteur de l'Administration générale des Phares.

LA COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ:

M. Pierre BLANC, Chef du Service du Transit.

Ont participé à la Conférence à titre consultatif les organisations internationales suivantes:

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE:

M. C. GOSLINGA, Secrétaire et deuxième Président de la « Vereeniging van Nederlandsche Gezagvoerders en Stuurlieden ter Koopvaardij ».

BUREAU HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL:

Le capitaine de vaisseau L. TONTA, Membre du Comité de Direction du Bureau hydrographique international.

COMITÉ MÉTÉOROLOGIQUE INTERNATIONAL:

Le commandant F. MORNA, Directeur du Service météorologique de la Marine portugaise.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ARMATEURS:

M. Philip Maurice HILL, Secrétaire adjoint de la Conférence internationale des armateurs.

LIGUE DES OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE PORTUGAISE:

M. Luitz Leite SPENCER.

Qui se sont réunis à Lisbonne du 6 au 23 octobre 1930, sous la présidence de Son Excellence le vice-amiral Ernesto DE VASCONCELLOS, de la Marine portugaise, assisté de M. R. HAAS, Chef de la Section du Transit du Secrétariat de la Société des Nations, comme secrétaire général de la Conférence, et de M. J. ROMEIN, de la même Section du Secrétariat, comme secrétaire général adjoint.

Les trois questions à l'ordre du jour de la Conférence, à savoir: balisage, signaux de port et signaux côtiers, et phares, ont été soumises chacune à l'examen d'une commission. La Commission du balisage a été présidée par M. P. VAN BRAAM VAN VLOTEN (Pays-Bas), la Commission des signaux de port et signaux côtiers par M. Erik HÄGG (Suède) et la Commission des phares par M. George R. PUTNAM (Etats-Unis d'Amérique).

La Conférence a adopté un accord relatif aux signaux maritimes, un accord sur les bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal, ainsi que des recommandations sur les caractères des phares et sur les radiophares.

La Conférence a adopté également une résolution sur les résultats de ses délibérations et la poursuite de ses travaux relatifs au balisage. Elle a, en outre, décidé d'émettre le vœu suivant:

« La Conférence,

« Constatant que l'expérience a montré que la gamme de longueurs d'ondes attribuée aux radiophares est insuffisante, notamment pour permettre de différencier d'une manière satisfaisante les émissions des radiophares entre elles et avec les émissions des postes analogues affectés à la navigation aérienne,

« Emet le vœu que lors de la prochaine revision de la Convention radiotélégraphique de 1927, la gamme des fréquences réservée aux radiophares soit augmentée de 20 kilocycles.»

The following delegates also took part in the Conference:

FOR THE LIGHTHOUSE ADMINISTRATION OF THE FORMER OTTOMAN EMPIRE:

M. Jean DODIER, Inspector of the General Lighthouse Administration; and

FOR THE SUEZ MARITIME CANAL UNIVERSAL COMPANY:

M. Pierre BLANC, Head of the Transit Service.

The following international organisations were represented at the Conference in an advisory capacity:

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF MERCHANT MARINE OFFICERS:

M. C. GOSLINGA, Secretary and Second President of the "Vereeniging van Nederlandsche Gezagvoerders en Stuurlieden ter Koopvaardij".

INTERNATIONAL HYDROGRAPHIC BUREAU:

Captain L. TONTA, Member of the Governing Board of the International Hydrographic Bureau.

INTERNATIONAL METEOROLOGICAL COMMITTEE:

Commander F. MORNA, Director of the Meteorological Service of the Portuguese Navy.

INTERNATIONAL SHIPPING CONFERENCE:

Mr. Philip Maurice HILL, Assistant Secretary of the International Shipping Conference.

PORTUGUESE MERCHANT MARINE OFFICERS' ASSOCIATION:

M. Luitz Leite SPENCER.

Who met at Lisbon from October 6th to 23rd, 1930, with, as President, His Excellency Vice-Admiral Ernesto DE VASCONCELLOS, of the Portuguese Marine; and as Secretary-General, M. R. HAAS, Head of the Transit Section of the Secretariat of the League of Nations; and as Deputy Secretary-General, M. J. ROMEIN, of the same Section of the Secretariat.

The three questions on the agenda of the Conference—that is to say, Buoyage, Port Signals and Coastal Signals, and Lighthouses,—were each examined by a committee. The Committee on Buoyage was presided over by M. P. VAN BRAAM VAN VLOTEN (The Netherlands); the Committee on Port Signals and Coastal Signals by M. Erik HÄGG (Sweden); and the Committee on Lighthouses by Mr. George R. PUTNAM (United States of America).

The Conference adopted an Agreement concerning maritime signals, an Agreement concerning manned lightships not on their stations and recommendations on lighthouse characteristics and radio-beacons.

The Conference also adopted a resolution on the result of its discussions and the pursuit of its work with regard to buoyage. It further decided to make the following recommendation:

"Whereas experience has shown that the band of wave-lengths assigned to radio-beacons is inadequate, particularly because it does not permit of satisfactory differentiation between the transmission of different radio-beacons and between those of maritime radio-beacons and of similar stations used for air navigation;

"The Conference expresses the hope that, on the occasion of the next revision of the Radio-telegraphic Convention of 1927, the band of radio frequencies assigned for radio-beacons will be increased by twenty kilocycles."

ALLEMAGNE	Gustav MEYER	GERMANY
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	G. R. PUTNAM	UNITED STATES OF AMERICA
AUSTRALIE	John BALDWIN	AUSTRALIA
BELGIQUE	F. URBAIN	BELGIUM
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	John BALDWIN.	GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.		and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.
BRÉSIL	F. Xavier DA COSTA	BRAZIL
CANADA	J. G. MACPHAIL	CANADA
CHINE	L. TWEEDIE-STODART. L. R. CARREL	CHINA
CUBA	Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO	CUBA
DANEMARK	SINDING.	DENMARK
VILLE LIBRE DE DANTZIG	SOŁSKI	FREE CITY OF DANZIG
ESPAGNE	José HERBELLA Rafaël ESTRADA	SPAIN
ESTONIE	T. GUTMAN	ESTONIA
FINLANDE	Sakari TAINIO.	FINLAND
FRANCE	P.H. WATIER A. DE ROUVILLE J. SAILLANT	FRANCE

GRÈCE	D. RASI-KOTSICAS	GREECE
INDE	Edward HEADLAM.	INDIA
ISLANDE	Th. KRABBE	ICELAND
ITALIE	PERIANI Pietro Dom. G. BIANCHERI. Aristide LURIA Luigi SPALICE	ITALY
JAPON	M. HATTORI S. CHIBA	JAPAN
MAROC	A. DE ROUVILLE	MOROCCO
MEXIQUE	O. G. BARREDA.	MEXICO
MONACO	Comte C. J. H. DE BOBONE.	MONACO
NORVÈGE	Finn KOREN	NORWAY
NOUVELLE-ZÉLANDE	John BALDWIN.	NEW ZEALAND
PAYS-BAS	P. VAN BRAAM VAN VLOTEN. LANGELER.	THE NETHERLANDS
POLOGNE	SOŁSKI	POLAND
PORTUGAL	Ernesto DE VASCONCELLOS Manoel NORTON	PORTUGAL
ROUMANIE	Alex. GURANESCO	ROUMANIA
SUÈDE	Erik HÄGG	SWEDEN



TUNISIE

TUNIS

A. DE ROUVILLE

YUGOSLAVIE

YUGOSLAVIA

MAROEVIC

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES
OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF
MERCHANT MARINE OFFICERS

C. GOSLINGA

BUREAU HYDROGRAPHIQUE
INTERNATIONAL

INTERNATIONAL HYDROGRAPHIC
BUREAU

TONTA

CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES ARMATEURS

INTERNATIONAL SHIPPING
CONFERENCE

P. Maurice HILL

Copie certifiée conforme.

Certified true Copy.

Pour le Secrétaire général:

For the Secretary-General:

*Conseiller juridique
du Secrétariat.*

*Legal Adviser
of the Secretariat.*

.

Publications of the Communications and Transit Section.

Technical Committee for Buoyage and the Lighting of Coasts.

PERMANENT COMMITTEE FOR PORTS AND MARITIME NAVIGATION. <i>Technical Committee for Buoyage and the Lighting of Coasts.</i> General Report on the Provisions agreed to, with three Annexes setting out the Various Regulations adopted. (Ser. L.o.N. P. 1926.VIII.10)	1/6	\$0.40
ADVISORY AND TECHNICAL COMMITTEE FOR COMMUNICATIONS AND TRANSIT. Permanent Committee for Ports and Maritime Navigation. <i>Technical Committee for Buoyage and the Lighting of Coasts.</i> Minutes of the Third Session, held at Stockholm from August 3rd to 13th, 1926 (with Annexes). (Ser. L.o.N. P. 1926.VIII.12)	9d.	\$0.20
REPORT OF THE TECHNICAL COMMITTEE FOR BUOYAGE AND THE LIGHTING OF COASTS AND DOCUMENTS RELATIVE THERETO:		
1. Report of the Technical Committee.		
2. Replies to the Questionnaire sent to Organisations of Officers of the Mercantile Marine and of Seamen.		
3. Summary of the Objects pursued by the Committee and the Method employed. (Ser. L.o.N. P. 1927.VIII.3)	1/8	\$0.40
GENERAL REPORT AND PROPOSALS of the Technical Committee for Buoyage and the Lighting of Coasts. (Ser. L.o.N. P. 1929.VIII.1)	2/-	\$0.50

European Conference on the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation.

MINUTES OF THE PLENARY MEETINGS OF THE EUROPEAN CONFERENCE ON THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION, held in Paris, November 20th to 27th, 1925, and of the Meetings of the Technical Committee (Ser. L.o.N. P. 1926.VIII.1)	3/-	\$0.70
MEASUREMENT CERTIFICATE for Vessels employed in Inland Navigation. (Ser. L.o.N. P. 1926.VIII.3)	3d.	\$0.05
REPORT OF THE COMMITTEE appointed to draw up a Uniform Certificate for the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. (Ser. L.o.N. P. 1926.VIII.9)	1d.	\$0.02
EUROPEAN CONFERENCE ON THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION, Paris, November 20th to 27th, 1925. Official Instruments approved by the Conference: Convention regarding the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. Protocol of Signature. (French and English texts). (Ser. L.o.N. P. 1926.VIII.11)	1/3	\$0.30

Complete Catalogue sent free on application.

PUBLICATIONS DEPARTMENT
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA

Liste des Dépositaires des Publications de la Société des Nations

Authorised Agents for the Publications of the League of Nations

- AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)**
Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, *Le Cap*.
- ALLEMAGNE — GERMANY**
Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, *Berlin*, W. 8.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, *Buenos-Ayres*.
- AUSTRALIE — AUSTRALIA (Commonwealth of)**
H. A. Goddard, Ltd., 225 A, George Street, *Sydney*.
- AUTRICHE — AUSTRIA**
Manz'sche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt 20, *Vienne*, I.
- BELGIQUE — BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse (S. A.), 18-20, rue du Persil, *Bruxelles*.
Albert Dewit, rue Royale, 53, *Bruxelles*.
- BRÉSIL — BRAZIL**
Livreria Vieira Souto, Praça Mauá 7, Sala 620, *Rio de Janeiro*.
- BULGARIE — BULGARIA**
Librairie Française et Étrangère, S. et J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel », N° 4a, *Sofia*.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 381, Wilbrod Street, *Ottawa*.
- CHILI — CHILE**
Carlos Niemeyer, Librería Universal, Cas. 293, *Valparaiso*.
- CHINE — CHINA**
Commercial Press, Ltd., 26a, Paoshan Road, *Shanghai*.
- DANEMARK — DENMARK**
Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, *Copenhague*.
- DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**
Georg Stülke, Buchhandlung, Langgasse 27, *Dantzig*.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**
Victor Janer, *Guayaquil*.
- ESPAGNE — SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Apartado 555, Tudescos 39-41, *Madrid*, E. 12.
- ESTONIE — ESTONIA**
J. G. Krüger, Ant.-Ges. 11, Rütli t., *Tartu*.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, *Boston* 9, *Mass.*
- FINLANDE — FINLAND**
Akateeminen Kirjakauppa, *Helsinki*.
- FRANCE**
Librairie universitaire J. Gamber (S. A.), 7, rue Danton, *Paris* (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**
George Allen & Unwin, Ltd., 38, Gt. Ormond Street, *Londres*, W. C. 1.
- GRÈCE — GREECE**
« Eleftheroudakis », Librairie internationale, place de la Constitution, *Athènes*.
- HAÏTI — HAITI**
Librairie-Papeterie, M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, *Port-au-Prince*.
- HONGRIE — HUNGARY**
Librairie Grill, Dorottya utca, 2, *Budapest*.
- INDES — INDIA**
The Book Company Ltd., College Square, 4/4A, *Calcutta* a
- INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff et Co., *Batavia-Weltevreden*.
- IRLANDE (État libre d') — IRISH FREE STATE**
Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, *Dublin*.
- ISLANDE — ICELAND**
Peter Halldorsson, *Reykjavik*.
- ITALIE — ITALY**
Anonima Libreria Italiana, Direzione Generale, Via Palermo 12, *Milan*. Succursales: *Florence, Gênes, Naples, Padoue, Palerme, Pavie, Rome, Trieste, Turin*.
- JAPON — JAPAN**
League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, *Tokio*, Maruzen Co., Ltd. (Maruzen - Kabushiki Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, *Tokio*.
- LETTONIE — LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, *Riga*.
- LUXEMBOURG (G.-D.) — LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, succ., 8, place Guillaume, *Luxembourg*.
- NORVÈGE — NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, *Oslo*.
- NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**
The Clarté Bookshop, Walter Nash, 126, Vivian Street, P. O. Box 310, *Wellington*.
- PARAGUAY**
Librería Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo 581, *Asunción*.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, *La Haye*.
- POLOGNE — POLAND**
Gebethner et Wolff, ulica Zgoda, 12, *Varsovie*.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea, 186-188, *Lisbonne*.
- ROUMANIE — ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5 Boul. Academiei, *Bucarest* I.
- SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**
Gebr. Hofer A.-G., Sortimentsabteilung, *Sarrebruck*.
- SUÈDE — SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, *Stockholm*.
- SUISSE — SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, *Genève, Lausanne, Vevey, Montreux, Neuchâtel, Berne, Bâle*.
Librairie Dr. H. Girsberger & Cie, Kirchgasse, 17, *Zurich*.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, *Prague*.
- TURQUIE — TURKEY**
Librairie Anadolou Méarif, Boîte postale 45, *Ankara*.
- YUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**
Librairie internationale François Bach, 8, Rue Knez Mihailova, *Belgrade*.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, Ilica 30, *Zagreb*.
Knjigarna « Schwentner », Presernova ulica, *Ljubiana*

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).